

Revue internationale Animation, territoires et pratiques socioculturelles
International Journal of Sociocultural community development and practices
Revista internacional Animación, territorios y prácticas socioculturales



La radio communautaire et le défi de l'accès à l'information publique en période de crises en Afrique : l'exemple de la République démocratique du Congo

Valentin Migabo

Number 16, 2019

Modalités et défis de l'animation en Afrique
Modes and challenges of sociocultural community development in Africa
Modalidades y desafíos de la animación en África

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1099141ar>
DOI: <https://doi.org/10.55765/atps.i16.447>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de communication sociale et publique, Université du Québec à Montréal

ISSN

1923-8541 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Migabo, V. (2019). La radio communautaire et le défi de l'accès à l'information publique en période de crises en Afrique : l'exemple de la République démocratique du Congo. *Revue internationale Animation, territoires et pratiques socioculturelles / International Journal of Sociocultural community development and practices / Revista internacional Animación, territorios y prácticas socioculturales*, (16), 1-11. <https://doi.org/10.55765/atps.i16.447>

Article abstract

Long used as a tool for political propaganda in the service of power, radio has been emancipated in the Democratic Republic of the Congo (DRC) for the past ten years. Faced with the precariousness of social infrastructure and the absence of state authority, community radio stations emerge on the margins of state or commercial radio stations. Run by civil society, they play a leading role in defending public rights and freedoms. They contribute to the promotion of democratic values and the consolidation of peace. Their broadcasts disturb power but meet with the consent of the people because they denounce abuses, give real information and give space to members of the community to discuss issues of common interest. However, the conditions under which they operate are deplorable. Most of them do not have adequate minimum equipment and operate underground. Journalists are frequently arrested, even killed, and their houses closed. The following text mentions this precariousness.

© Valentin Migabo, 2019



This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>



La radio communautaire et le défi de l'accès à l'information publique en période de crises en Afrique : l'exemple de la République démocratique du Congo

Valentin Migabo

Université du Québec à Montréal, Canada
migabo.valentin_nshurani@uqam.ca

Longtemps utilisée comme outil de propagande politique au service du pouvoir, la radio s'est émancipée ces dix dernières années en République démocratique du Congo (RDC). Face à la précarité des infrastructures sociales et à l'absence de l'autorité étatique, les radios communautaires émergent en marge des radios d'État ou commerciales. Administrées par la société civile, elles jouent un rôle prépondérant dans la défense des droits et libertés publiques. Elles participent à la promotion des valeurs démocratiques et à la consolidation de la paix. Leurs émissions dérangent le pouvoir mais rencontrent l'assentiment du peuple parce qu'elles dénoncent les abus, donnent la vraie information et accordent des espaces aux membres de la communauté pour discuter de questions d'intérêts communs. Cependant, les conditions dans lesquelles elles fonctionnent sont déplorables. La plupart n'ont pas d'équipements minimum appropriés et opèrent dans la clandestinité. Les journalistes sont fréquemment arrêtés, voire tués, et leurs maisons fermées. Le texte qui suit fait état de cette vulnérabilité.

Mots-clés : Information publique, radio communautaire, rôle social, vulnérabilité

Long used as a tool for political propaganda in the service of power, radio has been emancipated in the Democratic Republic of the Congo (DRC) for the past ten years. Faced with the precariousness of social infrastructure and the absence of state authority, community radio stations emerge on the margins of state or commercial radio stations. Run by civil society, they play a leading role in defending public rights and freedoms. They contribute to the promotion of democratic values and the consolidation of peace. Their broadcasts disturb power but meet with the consent of the people because they denounce abuses, give real information and give space to members of the community to discuss issues of common interest. However, the conditions under which they operate are deplorable. Most of them do not have adequate minimum equipment and operate underground. Journalists are frequently arrested, even killed, and their houses closed. The following text mentions this precariousness.

Keywords: public information, community radio, social role, vulnerability

La radio, utilizada durante mucho tiempo como instrumento de propaganda política al servicio del poder, se ha emancipado en los últimos diez años en la República Democrática del Congo (RDC). Ante la precariedad de las infraestructuras sociales y la ausencia de la autoridad estatal, las radios comunitarias emergen al margen de las radios estatales o comerciales. Administradas por la sociedad civil, desempeñan un papel preponderante en la defensa de los derechos y libertades públicos. Participan en la promoción de los valores democráticos y en la consolidación de la paz. Sus programas perturban el poder pero cuentan con el consentimiento del pueblo porque denuncian los abusos, dan la verdadera información y dan espacios a los miembros de la comunidad para discutir cuestiones de interés común. Sin embargo, las condiciones en que funcionan son deplorables. La mayoría carece de equipo mínimo adecuado y opera en la clandestinidad. Con frecuencia se detiene a los periodistas, e incluso se los mata, y se cierran sus casas. El texto que sigue se refiere a esta vulnerabilidad.

Palabras clave : Información pública, radio comunitaria, papel social, vulnerabilidad.

Introduction

Chaque 22 septembre depuis 2002, le monde entier célèbre annuellement le droit d'accès à l'information. Ce droit se fonde sur le postulat selon lequel toutes les informations détenues par les États, les institutions gouvernementales et les organismes étatiques et privés sont en principe publiques et ne peuvent être retenues qu'en raison des motifs légitimes, les cas généralement exceptés étant le respect de la vie privée et les questions de sûreté¹. À la fin de l'année 2016, plus de la moitié de la population mondiale, soit 4 milliards d'habitants n'a toujours pas accès à l'internet (UIT, 2016). En Afrique, seulement 15 % de la population a accès aux nouvelles technologies de la communication et de l'information (NTIC)².

En République Démocratique du Congo (RDC), la situation est encore plus préoccupante. L'accès à l'information est un défi majeur auquel la population est continuellement confrontée. Le contexte sociopolitique du pays est caractérisé par les guerres civiles, « les ruptures »³ qui ponctuent le passage d'un régime à un autre et la précarité des infrastructures publiques ainsi que des équipements sociaux, avec comme corolaire l'accès limité à l'information publique, l'insécurité permanente et la pauvreté. Ce contexte ne permet pas à la population et aux entreprises de communication d'exploiter les NTIC. Avoir un téléphone, moins encore un ordinateur connecté à l'internet, est encore un luxe en RDC, encore faut-il qu'il y ait de l'électricité pour le recharger. En milieu urbain, 52 % de la population utilise le téléphone mobile, 12 % l'ordinateur et 11 % l'internet contre 11 %, 0,5 % et 0,3 % en milieu rural⁴. De même, 9 % de la population a un accès à l'électricité sur le plan national dont 1 % en milieu rural et 35 % en milieu urbain, contre 25 % en moyenne continentale africaine (PNUD, 2015)⁵.

Dès lors, la communication traditionnelle, particulièrement la radio, semble rencontrer l'assentiment de la population. Mais paradoxalement les conditions dans lesquelles elle fonctionne sont inquiétantes. Sans taire l'absence d'exemptions fiscales et la complexité des procédures pour être en règle avec l'État, la radio fait face à la censure et aux menaces multiformes, dont : les violences envers les journalistes, les arrestations arbitraires, l'inaccessibilité aux sources, les attaques et saccages des bureaux, les coupures des signaux audiovisuels ou l'internet aux médias gênants. La plupart des entreprises de presse, aussi bien publiques que privées, fonctionnent actuellement grâce aux ressources fournies par les organisations de bienfaisance. Les efforts de ces partenaires souffrent cependant de manque d'encadrement par l'État pour leur pérennisation. En conséquence, le pays occupe la 15^e place du classement mondial de la liberté de la presse et est à compter parmi les pays du continent qui connaissent le plus grand nombre d'atteintes à la liberté de la presse (RSF, 2019)⁶. En novembre 2017, l'ONG Journaliste en danger (JED) a relevé 121 cas d'attaques contre les médias⁷.

1. <http://www.unesco.org/new/fr/rabat/communication-information/access-to-information/right-to-access-public-information/>

2. UIT (Union internationale des télécommunications (UIT)), rapport juillet 2016

3. Ancienne colonie belge et indépendant le 30 juin 1960, l'histoire politique et administrative de la République Démocratique du Congo est caractérisée par les ruptures pour passer d'un régime à un autre. À l'aube de l'indépendance acquise avec violence, le premier président élu à la table ronde de Bruxelles, M. Joseph Kasavubu, a été renversé en novembre 1965 par un coup d'État militaire conduit par le général Joseph Désiré Mobutu. Ce dernier est resté au pouvoir pendant 32 ans avant d'être démis de ses fonctions en mai 1997 par une rébellion dirigée par M. Laurent Désiré Kabila. Ce dernier a été assassiné en 2001 et remplacé par son fils Joseph Kabila qui a régné 18 ans. Il a été remplacé par Félix Tshisekedi à la suite des élections générales de décembre 2018.

4. RDC, Rapport National d'évaluation des progrès accomplis par la RDC dans la réalisation des OMD en 2012, idem.

5. PNUD, note pour l'accélération de l'atteinte de l'objectif du millénaire pour le développement 6 (OMD6)

6. Reporter sans frontières (RSF), Rapport du 19 avril 2019 ; <https://africa243.com/classement-mondial-de-la-liberte-de-la-presse-2019-la-rdc-conserve-sa-154eme-place-selon-rsf/>.

7. <https://actualite.cd/2017/11/02/rdc>.

L'interrogation qui ressort de ce qui précède et qui résume la recherche que nous effectuons est celle de comprendre le rôle que les radios communautaires peuvent jouer dans la vie des populations en période des conflits. L'hypothèse que nous voulons explorer se résume ainsi : face au contexte de crise politique et de conflits, les radios communautaires sont susceptibles d'aider la population à accéder à l'information publique dans la mesure où elles ont principalement la mission d'informer, d'éduquer et de conseiller la masse. Elles sont potentiellement capables d'atteindre un public plus large, de créer un réseau d'auditeurs et de rejoindre les personnes les plus vulnérables.

L'objectif poursuivi à travers cette recherche est d'étayer les faits observés afin de mettre des éléments à la disposition des décideurs, des bienfaiteurs et des professionnels des médias pour que les radios continuent à jouer efficacement leurs rôles social et culturel. C'est donc une reconnaissance ou une affirmation de la place de la radio communautaire dans la société.

L'étude que nous menons couvre la période allant de 1996 à 2019. Elle est consacrée à la RDC en tant que l'un des derniers pays du continent à avoir lancé la création d'un réseau « back bone » national en 2009, qui dispose d'à peine 2 % de couverture à l'Internet⁸. C'est sans doute l'un des pays typiques de l'Afrique en crise et dans lequel les entraves envers les entreprises de presse sont flagrantes et cela enfreint le droit d'accès à l'information publique. Les données ont été collectées sur base des interviews et de focus groups.

Les fonctions de la radio communautaire en période de crise

La radio communautaire joue une diversité des rôles en période de crise : (1) elle rassemble les intelligences locales ; (2) elle rapproche les communautés et favorise la solidarité entre les individus ; (3) elle fait office de pivot de la démocratie et est au cœur d'enjeux importants pour les animateurs, les entreprises et les institutions politiques ; (4) elle rompt le rejet social et pose les bases de la résilience communautaire ; (5) elle contribue à l'émergence de l'élite locale et à la consolidation de la paix ; (6) elle est une école d'apprentissage des innovations et d'éducation à la citoyenneté.

Rassembler les intelligences locales

Depuis l'avènement du processus de démocratisation en Afrique, et en RDC en particulier, les radios communautaires ou associatives sont considérées par bon nombre d'élites comme une réponse à la marginalisation. En effet, la radio communautaire est un outil de communication faisant appel aux membres des communautés en tant que concepteurs et artisans. Elle constitue « le moyen d'expression de la communauté, plutôt qu'un moyen d'expression pour la communauté »⁹. C'est donc la communauté qui s'exprime à travers sa radio. Le caractère communautaire de la radio trouve tout son sens dans le fait qu'elle rassemble toutes les intelligences locales pour un idéal commun. Elle est proche de la population. « C'est une radio de consolation, une radio de proximité »¹⁰ qui diffuse beaucoup plus les valeurs et les stratégies de survie développées par la communauté locale, nationale et internationale au quotidien.

8. Eric Normand Thibeault, op. cit., p. 124: <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01143959/document>.

9. Sosthène Bulambo-wa-Tombo, directeur de la radio PIL de Mwenga, interviewé à Bukavu, le 25 mars 2019.

10. Constantin Kilozo Kitambala, interviewé à Baraka, le 23 janvier 2019.

La réciprocité existante entre cet instrument et les individus justifie son ancrage populaire et sa place de choix là où elle fonctionne. « La radio va vers la communauté et la communauté va vers la radio »¹¹. Les grilles des programmes sont élaborées et validées par les leaders locaux issus des toutes les couches sociales réunis en assemblée générale. Ces leaders sont les organisations de la société civile à savoir : les mouvements associatifs, les confessions religieuses, les regroupements des entreprises, les associations locales de développement, les organisations syndicales et les clubs d'écoute. Ces derniers sont des relais de la radio au sein de la communauté jusqu'aux petites unités administratives. Un club d'écoute est composé des animateurs, d'un trésorier, d'un vice-président et d'un président. À la radio communautaire Umoja de Baraka au Sud-Kivu, les chefs des différents villages sont également membres et prennent part à aux assemblées générales.

Rapprocher les communautés et favoriser la solidarité entre les individus

Dans le contexte des pays africains comme la RDC, où le problème d'accès physique est très manifeste dans plusieurs agglomérations urbaines et rurales faute des routes et des moyens de transport adéquats et à cause de l'insécurité permanente occasionnée par les groupes armés actifs dans la zone, la radio joue un rôle important dans la dynamique sociale, notamment en rapprochant les gens, en les écoutant et en exprimant leurs volontés. Elle franchit les clivages politiques, ethniques et d'autres formes des barrières érigées par les différentes forces en présence pour atteindre les cibles recherchées en temps réel sans interférence. Au regard du « niveau accru de pauvreté de la population »¹² et de son incapacité à accéder à l'électricité et aux NTIC, l'internet et le téléphone ne jouent pas le rôle de la radio communautaire en tant qu'outil de lien et de solidarité entre les individus. Les insolites (par exemple quelqu'un a tué un grand gibier), les appels à la solidarité communautaire, les célébrations, les alertes sécuritaires, les avis de recherche de toutes sortes (par exemple la poule de quelqu'un n'est pas revenu le soir à la maison) sont diffusées sur la radio communautaire beaucoup plus dans des zones à faible couverture du réseau téléphonique.

En effet, le territoire étant constitué des villages habités par les personnes qui se connaissent parfaitement bien, parlent la même langue et partagent en commun les valeurs coutumières, l'information circule rapidement. Encore que la radio communautaire communique en langues locales et plusieurs annonces sont gratuites. Considérée comme « un arbre à palabres contemporain », la radio ravive la tradition dont le fondement est l'expression orale. Selon la tradition africaine, « la parole construit le village »¹³. La vie du village dépend donc de la parole. Toute information, toute nouvelle qui ne met pas en cause le roi ou qui ne porte pas atteinte à la dignité du royaume doit être annoncée à temps réel. Cacher ou retenir l'information publique « est donc inadmissible et interprété comme un acte de lèse-majesté sinon une intrigue ». Et la sanction pour un intrus est la mort ou la relégation.

Cette dynamique fait que dans les milieux ruraux les plus reculés, l'annonce diffusée à la radio est rapidement relayée de bouche à oreille jusqu'à atteindre le destinataire final dans le meilleur délai. Il est cependant risqué de divulguer le secret de la cour. Connaissant par exemple que le roi est mort, un journaliste ne peut se permettre d'être le premier à l'annoncer. Sinon on considère que c'est lui qui l'a tué. N'étant pas le messager du roi, il doit attendre l'instruction de la cour

11. Constantin Kiloza Kitambala.

12. PNUD, Rapport socioéconomique 2011-2012 et perspectives 2013, Janvier 2013.

13. Samuel Matabishi, spécialiste en science du langage et linguistique, interviewé à l'institut supérieur pédagogique de Bukavu, le 6 février 2019.

car cela relève de son secret. Autrement dit, la radio communautaire diffuse dans le respect strict des valeurs culturelles. Chaque semaine, « la radio Messenger du peuple accorde au moins 30 minutes à chacune des « sept principales communautés »¹⁴ constituant le territoire d'Uvira, dans lequel elle émet pour parler de ses valeurs »¹⁵. La radio donne également des espaces aux autorités politiques et militaires lorsqu'elles ont les messages ou des consignes à faire passer. Aussi, les différents programmes gouvernementaux, les Agences des Nations Unies et les organisations non gouvernementales s'appuient sur les radios communautaires pour la campagne vaccinale et les sensibilisations de toutes sortes, principalement celles qui concernent les meilleures comportements et les pratiques d'hygiène afin de combattre la pandémie du Sida, les épidémies et d'autres maladies d'origine hydrique et des mains sales auxquelles le pays fait face : fièvre hémorragique à virus Ebola, paludisme, poliomyélite, maladies diarrhéiques, etc. L'épidémie d'Ébola déclarée depuis août 2018 en RDC a déjà occasionné 1563 décès (ministère de la santé, 30 juin 2019) et la maladie est loin d'être éradiquée à cause des constances politiques, culturelles et sécuritaires.

En revanche, même s'il ressort clairement que la radio rend un service de premier choix au pouvoir public, il existe néanmoins un biais car le principe de réciprocité qui constitue le crédo de la radio communautaire n'est pas généralement acquis lorsqu'il y a un comportement malveillant qui incrimine l'autorité¹⁶. D'une part les demandes de la radio pour rencontrer l'autorité mise en cause sont souvent non recevables ou gelées, d'autre part la radio n'étant pas sa propriété privée et moins encore à son service, elle n'attend pas forcément son approbation pour dénoncer les pratiques nuisibles à la communauté et qui l'empêche de remplir ses devoirs et de jouir de ses droits. C'est « un dérapage légitime »¹⁷ qui expose cependant la radio aux fulminations. Certaines positions et vérités crues diffusées par la radio ne sont pas tolérées par le pouvoir. Elles sont perçues comme des menaces à la paix et à l'ordre public. C'est pourquoi les radios jugées violentes ou hors mandats sont souvent fermées, saccagées et les journalistes y compris certains intervenants agressés, arrêtés et poursuivis pour outrage ou délit de presse. Dans toutes ces péripéties, le journaliste est la cible principale et donc la personne la plus menacée et la plus fragile. Le code pénal est très rigoureux envers le journaliste et sa responsabilité pénale est alternative¹⁸. C'est-à-dire, la poursuite ne se limite pas au journaliste. Elle s'étend à sa maison.

L'idée de fermer la radio vient généralement en dernier ressort, après avoir épuisé toutes les formes des violences. La décision vient souvent d'une autorité qui vit en dehors de la zone de couverture de la radio car non concernée directement par les conséquences qui en découlent. L'influence de la communauté est tellement de taille que toute idée de fermeture est perçue comme une provocation et appelle au soulèvement populaire. C'est entre autres une des raisons qui fait que presque toutes les radios communautaires de la RDC échappent à la réglementation. Plusieurs d'entre elles fonctionnent sans documents nécessaires. L'inaccessibilité dans nombreuses entités administratives fait également que certaines radio communautaires commencent à émettre et disparaissent sans que les autorités de tutelle ne soient informées. Et dans le cas où elles sont

14. Les sept principales communautés du territoire d'Uvira sont les Babembe, les Bafulero, le Bavira, les Banyamulenge, les Bashi, les Banyindu et les Banande.

15. Clovis Kamoni, chef de programme de la radio Le Messenger du peuple, interviewé à Uvira le 25/01/2019

16. Comprenez ici par autorité toute personne ayant le pouvoir régalié ou d'influence. Il s'agit notamment des autorités politiques (président de la république, ministre, parlementaire, maire, bourgmestre, admirateur du territoire), des autorités judiciaires (magistrats, juges), des autorités coutumières (chef de chefferie ou de secteur, de groupement, de village), des agents de service de sécurité (militaire, policier, agent de renseignement), des hauts cadres (directeur, chef de division, chef de bureau) ou encore des personnes morales et physiques (entreprises, commerçants, gangsters).

17. Constitution de la RDC du 18 février 2006 tel que modifiée à ce jour, article 24.

18. Loi n° 96-002 du 22 juin 1996, Article 28, fixe les modalités d'exercice de la liberté de presse en RDC.

renseignées, elles se gardent souvent de les malmenier. Elles apprécient généralement leurs services ou évitent de troubler l'ordre public.

Pivot de la démocratie et enjeux importants pour les animateurs, les entreprises et les institutions politiques

Les émissions de débat public organisées chaque semaine par les radios communautaires s'avèrent un moyen d'expression communautaire et permettent aux administrés de participer à la gestion des affaires qui les concernent directement. Elles réunissent les différentes tendances politiques et sociales autour d'une table pour éclairer l'opinion, discuter de l'actualité ou échanger sans ambages sur des questions d'intérêt commun. Au cours de ces émissions, les antivaleurs et les mauvaises pratiques sont dénoncées, notamment les barrières, les arrestations arbitraires, la perception des taxes illicites, les actes de détournement, la corruption et d'autres atteintes aux droits humains perpétrées par les civils, les militaires ou les autorités politiques. La participation à ces débats des hauts cadres des entreprises publiques et privées, y compris les membres des syndicats, des confessions religieuses et des responsables des partis politiques aussi bien de l'opposition que de la majorité au pouvoir renforce le prestige des radios communautaires. Certains participants prennent même en charge les dépenses liées au carburant pour alimenter le générateur en cas de coupure du courant électrique de peur que l'émission ne soit ajournée. Les services de sécurité y puisent également les renseignements.

Par ailleurs, les animateurs des radios communautaires jouissent d'une honorabilité incontestable au sein de leurs communautés. Ils sont à la fois animateurs politiques et culturels. Les informations et les conversations sociales qu'ils relayent accroissent leur leadership, si bien que les débauchages ne manquent pas. Ils sont rapidement ciblés par les recruteurs privés et publics, soit pour les promouvoir, soit pour les réduire au silence. Pour ne citer que ces cas, le directeur de la radio Maendeleo de Bukavu, animateur principal de la tribune la plus suivie dans la province du Sud-Kivu, l'émission « Paix et développement », n'a ménagé aucun effort pour être élu député national en 2011. Ses interventions étaient appréciées par la population lors de la guerre qui a plongé le pays dans la crise entre 1998 et 2001 et qui a occasionné des violations massives des droits humains. Par contre, d'autres animateurs appréciés par la communauté pour leur franc-parler et pour leurs capacités de mobilisation et positions souvent risquées sont constamment récupérés par le pouvoir, les entreprises ou les organisations internationales. Ils sont généralement recrutés dans des cabinets politiques et les bureaux d'études, souvent sans travail important à accomplir, le but étant de les avilir et de limiter leurs marges d'influence. Parmi ces leaders, citons le sénateur honoraire et ancien président de la société civile du Sud-Kivu, une figure emblématique connue pour ses positions contre le pillage des ressources naturelles du pays et l'invasion du territoire congolais par les forces armées étrangères. Son nouveau poste au bureau d'étude du gouverneur du Sud-Kivu ne lui permet plus d'intervenir à la radio à tout moment pour mobiliser la masse.

Il se dégage de ces deux cas de figure que la radio est un enjeu important pour les animateurs, les entreprises, les services de sécurité et les institutions politiques. Elle met en surface les leaders et permet à l'ensemble de la société de s'imprégner de leurs visions communautaires. Ceci fait que la radio communautaire joue un rôle de premier plan dans la propagande et l'animation politiques. À l'approche des élections, la radio communautaire offre des forums des discussions entre les électeurs, les candidats et les institutions ayant l'organisation des élections dans leurs attributions pour expliquer le processus électoral et les modalités pratiques prévues par la loi électorale : les

moyens financiers, la logistique, le calendrier, les bureaux d'enrôlement des électeurs et de vote, etc. Elle donne la parole aux regroupements politiques et aux candidats indépendants pour présenter leurs projets de société, leurs programmes et les stratégies de mise en œuvre à court, moyen et long termes. C'est à la fois pour la communauté le moment d'évaluer les anciens élus et de connaître le profil des nouveaux candidats en lice pour en fin faire un choix raisonné et responsable lors des élections. Ces forums sont donc une des solutions idoines à la problématique d'information et de sécurité électorales qui gangrène les sociétés africaines. Ce problème a toujours permis aux élus de travailler pour leurs propres intérêts et aux potentiels candidats aux élections de recourir à la corruption, à la labellisation des adversaires, à l'instrumentalisation des identités et à bien d'autres pratiques rétrogrades qui laissent des fissures souvent résistantes aux efforts de pacification pour bénéficier de la sympathie de la communauté et remporter les élections.

Briser le rejet social et poser les bases de la résilience communautaire

Dans leurs grilles, les radios communautaires organisent des émissions patronales. Elles sont généralement prises en charge par les organisations philanthropiques ou non gouvernementales et les Agences des Nations Unies. Elles s'adressent à des catégories spécifiquement ciblées en raison de leur vulnérabilité et des risques qu'elles présentent dans la société. Il s'agit notamment des ex-combattants, des gangsters, des enfants de la rue, des victimes des violences sexuelles et des migrants. Non seulement ces émissions contribuent au financement des radios communautaires, mais elles constituent également un cadre pédagogique et d'expression des victimes et des acteurs. Les femmes violées et les personnes issues des organisations criminelles sont rejetées par la société. Le fait de se voir déconsidérées les pousse au repli de soi et les met dans une situation de désespoir. Elles ont pourtant des enseignements hors du commun, des évidences inédites et des leçons pour l'avenir. La radio va vers elles ou les invite sur le plateau pour partager leurs trajectoires, leurs douleurs et leurs projets. En retour, leurs traumatismes sont transformés en espérance d'un lendemain meilleur.

Parce qu'elles n'ont pas un autre cadre d'expression, elles mettent beaucoup d'espoir dans la radio pour atteindre les décideurs, les bienfaiteurs et les membres des communautés dans lesquelles elles vivent. Leurs expériences partagées contribuent énormément au changement des comportements et des perceptions. Elles laissent comprendre à l'ensemble de la communauté qu'elles ne méritent pas d'être condamnées et qu'elles ont des capacités et la volonté de contribuer au développement. « Je pensais que les ex-combattants avaient perdu la tête mais après avoir suivi l'intervention de l'un d'entre eux à la radio, j'ai finalement compris que ce sont des personnes sur lesquelles la société peut encore compter », s'est exclamé un auditeur de la radio Mushinga dans le territoire de Walungu au Sud-Kivu. Et un autre d'ajouter : « je viens de réaliser que les jeunes vivant à l'étranger ne sont pas mieux que nous ici ».

En donnant la parole aux praticiens et aux victimes, la radio permet au peuple de découvrir ce qui se passe dans le monde des initiés et les conséquences collatérales. Les jeunes qui suivent souvent les émissions sur la vie des migrants et des gangsters sont très peu attirés par les démarches risquées pour immigrer vers l'Occident. Ils ne sont pas prêts à se faire enrôler dans les organisations criminelles ni à s'adonner à la consommation de drogue car les témoignages choquent et révoltent.

Parce que la radio est également suivie par les groupes armés dans leurs retranchements, les stratégies utilisées pour se dissocier du mouvement, les témoignages des réalisations et des projets sur lesquels travaillent ceux qui sont retournés à la vie civile et qui ont réussi à se réinsérer

dans la société incitent les autres à déposer les armes et à la démobilisation. Les témoignages des personnes inscrites aux programmes des organisations de bienfaisance permettent également aux victimes de violences sexuelles d'avoir un éventail d'informations pour leur accompagnement ainsi que leur prise en charge médicale et juridique.

Après avoir traversé des moments douloureux ou pendant qu'ils les vivent, la radio communautaire offre des espaces récréatifs aux captifs et aux victimes de crises pour surmonter le stress et croire à un avenir plus glorieux. Il s'agit entre autres du sport, de la musique, des sketches et des théâtres participatifs. La radio communautaire couvre certains tournois sportifs locaux, relaye les activités sportives organisées tant sur le plan national qu'international et donne la parole aux membres de la communauté pour livrer leurs impressions avant, pendant et après les matches. Outre les débats, les émissions sportives et musicales sont les plus écoutées et les plus sollicitées. Les personnes non invitées dans le studio de la radio ont la possibilité d'appeler en direct ou de laisser leurs messages. La sélection musicale est faite par la communauté soit par téléphone, soit par écrit ou par contact physique avec l'animateur. Et des arrangements permettent aux personnes démunies d'animer leurs activités festives avec les musiques proposées par la radio communautaire dans certaines localités. On voit des personnes désespérées, repliées sur elles-mêmes et qui ont perdu le goût de vivre manifester leur gaité. Elles se lèvent pour esquisser des pas de danse, chantent et rient, se souvenant de leurs bons moments de la vie.

Les blagues et le sens de l'humour des émissions des radios communautaires, des sketches ou des théâtres permettent aux victimes des perceptions négatives et à leurs persécuteurs de rire tout en apprenant à pardonner ou à changer leur comportement. Par les théâtres, la radio apporte une réponse à un problème précis observé au sein de la communauté, notamment l'exclusion sociale, le désespoir, la délinquance. La radio communautaire devient le cadre de résilience par excellence dans la mesure où les membres de la communauté découvrent progressivement les erreurs commises consciemment ou inconsciemment par ignorance ou par indifférence en regard de leurs conséquences. Elle permet aux leaders, aux autorités locales et nationales de comprendre les menaces à la cohésion sociale et de prendre des mesures appropriées. Ceci fait que les victimes se sentent défendues, aimées et sécurisées.

Contribuer à l'émergence de l'élite locale et à la consolidation de la paix

Les radios communautaires ne bénéficient d'aucune subvention de l'État. Leurs ressources proviennent essentiellement de dons des organismes de bienfaisance, des spots publicitaires, des émissions patronales, des dédicaces et des communiqués. Certaines radios ont développé des activités génératrices de revenu. Il s'agit notamment de restaurants, de cybers café, de bibliothèques, de salles des fêtes, d'ateliers de réparation d'appareils électroniques, l'organisation de tombolas, de festivals et de compétitions sportives. Par ailleurs, les organismes de bienfaisance offrent des équipements et forment les journalistes qui, du reste, sont des membres de la communauté recrutés sur le tas. Ils apprennent les techniques de la radio, la déontologie et l'éthique du journalisme, la couverture des manifestations publiques, les droits humains, la sensibilité aux conflits, etc. Les équipements fournis sont généralement des émetteurs, les dipôles, les pilonnes servant d'antennes, les équipements informatiques et internet (routeurs, ordinateurs), le générateur, les équipements solaires, les éléments sonores (mixelles, dictaphones, enregistreurs, téléphone, microphone, hauts parleurs, etc.). Ces apports des bienfaiteurs et les activités d'autofinancement des radios communautaires offrent incontestablement une variété d'opportunités à la communauté. Elles

contribuent à l'émergence de l'élite locale et à la consolidation de la paix. L'exemple de la radio communautaire Umoja est édifiant à ce sujet.

En effet, en 2003, l'Organisation non gouvernementale *War Child Canada*¹⁹, intéressée par la radio communautaire Umoja qui l'a doté d'un émetteur de 20 watts suivi de celui de 300 watts. Plus tard, l'organisation non gouvernementale étatsunienne *Search For Common Ground* a ajouté d'autres équipements et consolidé les capacités des intervenants. Entre 2013 et 2014, la Fondation Hironnelle a à son tour poursuivi le renforcement de ces capacités à travers des formations et les équipements dont un émetteur de 500 watts. En définitive, les organisations philanthropiques ont permis aux staffs de la radio communautaire Umoja d'exister et de se moderniser. L'existence de la radio Umoja de Baraka dans le territoire de Fizi au Sud Kivu dépendait à l'origine de *War Child Canada* car depuis sa création en 1996 elle ne fonctionnait qu'avec une sorte d'émetteur bricolé par un jeune de la cité et sans document de fonctionnement ni journaliste formé²⁰. Bien qu'elle ne couvrait alors à peine 300 mètres, cette initiative était appréciée par la population car elle était une réponse à un besoin informationnel. La radio nationale qui émettait à partir de la cité d'Uvira était non seulement captée difficilement à Baraka, mais il lui était également reprochée d'être au service du pouvoir et de laisser la population meurtrie par la guerre dans l'obscurité. Actuellement elle couvre presque tout le territoire de Fizi. Certains de ses journalistes ont été recrutés dans des grandes maisons de presse du pays et de l'étranger.

École d'apprentissage des innovations et d'éducation à la citoyenneté

La radio communautaire n'est pas seulement un moyen de communication. Elle est également une école d'éducation à la citoyenneté, d'apprentissage et de vulgarisation des innovations technologiques. La radio présente à la communauté un éventail d'opportunités offertes à l'échelle provinciale, nationale et internationale. Il s'agit des opportunités d'affaires, d'emploi, d'études et de rencontres. Elle donne des idées et fournit les orientations et les explications nécessaires en langues locales pour permettre aux membres de la communauté de développer l'esprit de créativité ou de s'approprier des outils, des nouvelles pratiques et des innovations technologiques pour sortir de la pauvreté et de l'isolement. Ainsi, les personnes qui ont des idées ou qui ont déjà expérimenté les nouvelles innovations sont invitées par la radio ou elles viennent vers elle, parce que c'est le principe sacré de la radio communautaire, pour initier et expliquer aux membres de la communauté comment ça marche. Ces personnes sont pour la plupart des individus ou groupes d'individus vivant localement ou à l'étranger et des organisations non gouvernementales de développement. Elles donnent des recettes dans un langage très simple et des formules adaptées au contexte du milieu pour réussir. Elles offrent même des stages et des visites de leurs entreprises. Les récits personnels sont présentés au cours de l'émission et les auditeurs ont la possibilité d'interagir pour une meilleure compréhension et une parfaite appropriation. Les coordonnées sont également partagées pour permettre aux personnes intéressées de d'approfondir les idées émises.

À travers ces émissions, au-delà de la vulgarisation à laquelle elle concourt, la radio aide les communautés à se prendre en charge, à développer des attitudes responsables et à s'ouvrir au monde. Elle aide les femmes et les hommes, les filles et les garçons à valoriser les ressources

19. War Child Canada est une organisation non gouvernementale canadienne qui travaille avec les communautés victimes des crises aigües afin de donner des réponses concrètes à leurs préoccupations et offrir un espoir aux personnes désespérées.

20. Kilozi Kitambala, Le bon Masiya Pilipili, Meso Kabeza Mwali, Fulangenge Ferdinand et Kilozi Biko sont les initiateurs de la première radio communautaire à Baraka, appelée de nos jours radio communautaire de Baraka.

locales et à réaliser les activités génératrices des revenus auxquelles ils s'attendaient le moins. Ces activités sont entre autres : la fabrication de savons, la pâtisserie, la cuisine chinoise et occidentale, la fabrication des carreaux pour la construction, la fabrication des jus et des vins. Ainsi, la radio communautaire favorise une diversification de l'économie, des politiques et des cultures. Les membres de la communauté en quête d'informations, de formations, de débouchés ou des intrants pour leurs entreprises se voient ouverts au monde extérieur. Leurs milieux deviennent des centres attractifs aussi bien pour les décideurs que pour les investisseurs et les bénéficiaires de leurs activités profitent à l'ensemble de la communauté. La radio communautaire gagne également parce qu'elles retournent vers elle pour la publicité de leurs produits et de leurs marques.

Conclusion

La radio communautaire est un outil multifonctionnel. Contrairement au système médiatique traditionnel, elle apporte une contribution importante en encourageant l'accès à la participation des communautés à la création et à la gestion de la radio au quotidien. C'est un canal par lequel la communauté s'exprime en tant que propriétaire. En RDC, au regard de la complexité des langues parlées, la radio communautaire a contribué à la culture de l'information et permet à chaque communauté de s'émanciper et de prendre conscience de sa propre destinée du fait que les émissions sont diffusées en langues locales que tous les auditeurs comprennent. Et face aux aléas et autres impondérables érigés en obstacles communicationnelles, la radio communautaire relaye la conversation sociale et joue un rôle important dans la dynamique sociale notamment dans le rapprochement des communautés et des intelligences locales et dans le renforcement de la solidarité communautaire que l'Internet et le téléphone ne parviennent pas à couvrir actuellement. Elle apporte une contribution de taille à la démobilisation des forces négatives et à l'intégration sociale des victimes de rejet social, participe au développement du milieu en aidant les communautés à se prendre en charge, à développer des attitudes responsables et à s'ouvrir au monde. Elle contribue à l'émergence de l'élite locale, à la résilience des victimes de violences, à la valorisation des ressources locales, au renforcement du pouvoir économique de la communauté et à la consolidation de la paix. C'est une réponse aux défis d'information et de la sécurité électorales qui gangrène les sociétés africaines et qui a toujours permis aux élus de travailler pour leurs propres intérêts ainsi qu'aux candidats députés de recourir à la corruption et aux pratiques rétrogrades pour remporter les élections. Tous ces apports font que la fonction de l'animateur de la radio s'étend de nos jours au monde politique et culturel.

Dans le contexte de crise, il est normal qu'elle irrite les autorités politiques, les entreprises et les élites aussi bien nationales qu'internationales. Elle ne peut s'empêcher de prendre position en dénonçant les abus et les cas flagrants de violation des droits humains bien que cela ne soit pas sa mission. Les critiques sur la gouvernance à la radio communautaire ne doivent pas être perçues comme étant un lieu ou un outil de confrontation politique mais comme un espace de reconcentre et d'exercice de la démocratie à la base. La radio communautaire est apolitique. Elle est sociale et culturelle. Ses missions sont larges. Elle peut contribuer davantage au développement, mais elles ne sont cependant reconnues par aucune loi.

Pour mieux remplir ses obligations, des réformes sont importantes pour sécuriser le journalisme et les radios communautaires. Non seulement il y a urgence que la loi sur le droit à l'information publique soit promulguée, mais il faut également revisiter la loi de 1996 pour y inclure les radios communautaires et le code pénal pour mettre les journalistes à l'abri des condamnations arbitraires

lorsque les informations qu'ils diffusent ne souffrent d'aucune évidence. La vérité devrait donc être une exception au délit de presse ou tout simplement muer le délit de presse en faute professionnelle pour permettre aux journalistes de faire des enquêtes et de communiquer leurs résultats en toute liberté. Certes, des mesures d'encadrement des radios communautaires sont importantes pour qu'elles continuent à répondre aux besoins des communautés pour lesquelles elles existent. Il est donc normal qu'elles bénéficient des allocations de l'État, de formations et d'exemptions d'impôts et des taxes.